

Panorama des politiques sociales au Brésil (2004-2014)

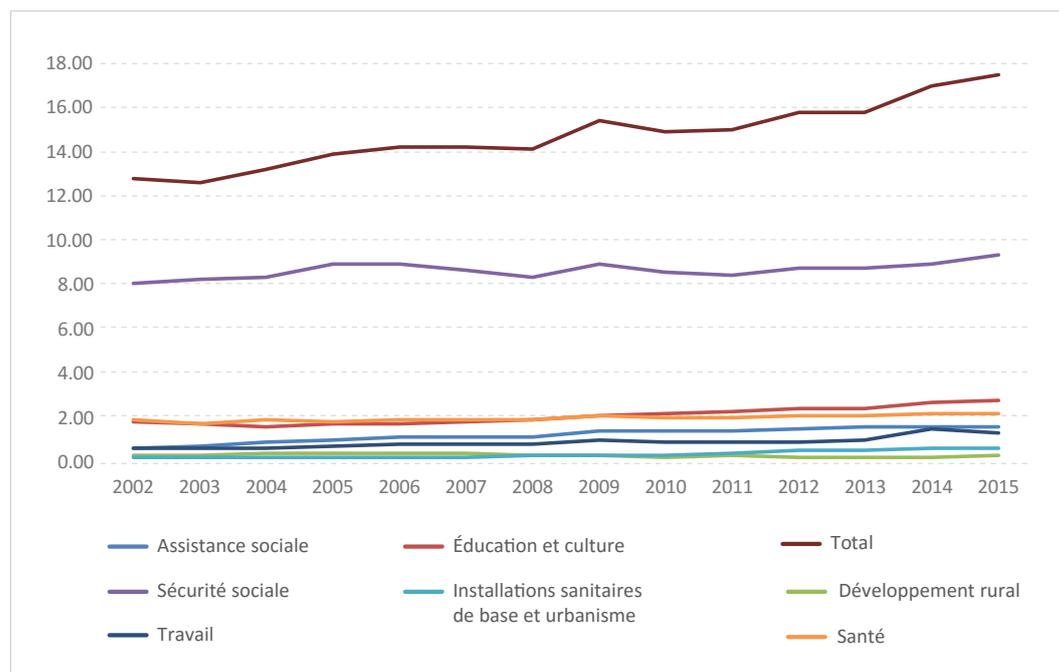
Patricia Andrade de Oliveira e Silva, Institut de recherche en économie appliquée (Ipea)

Pendant les années 2000, en particulier après 2004, l'économie brésilienne est entrée dans une nouvelle période caractérisée par une croissance économique soutenue. Selon des données de l'Institut brésilien de géographie et de statistique (*Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística*, IBGE), entre 2000 et 2014, le produit intérieur brut (PIB) du pays est passé de 1 200 à 5 600 milliards de réaux et a augmenté chaque année, sauf en 2009, où il a enregistré une baisse de 0,1 pour cent en raison de la crise économique mondiale. Les indicateurs d'inégalités ont suivi la même tendance, comme en témoigne la chute du coefficient de Gini, passé de 0,750 à 0,515 entre 2004 et 2014.

La pauvreté a donc considérablement reculé. L'extrême pauvreté a baissé de près de 68 pour cent entre 2004 et 2014, ce qui représente une baisse moyenne de 10 pour cent par an. En 2014, différents facteurs ont favorisé l'action du Gouvernement fédéral en matière de politiques sociales, et notamment une hausse des dépenses sociales : la situation économique florissante (génération d'un excédent primaire), la hausse du salaire minimum, l'instauration du programme de transferts monétaires Bolsa Família et la création du ministère du Développement social et de la Lutte contre la faim (*Ministério do Desenvolvimento Social e Combate à Fome*, MDS).

La Figure 1 illustre certaines composantes des politiques sociales brésiennes et indique une hausse des dépenses publiques de 13 à 17,5 pour cent entre 2002 et 2015. L'augmentation des dépenses représente donc plus de 3 points de pourcentage (PP) du PIB, particulièrement axés sur : a) l'éducation et la culture (0,74 PP), b) l'assistance sociale (0,78 PP) et c) la sécurité sociale (0,97 PP). Sur la même période, les dépenses de santé sont restées stables et l'on ne dispose pas de données sur l'organisation agricole et les installations sanitaires.

Figure 1. Dépenses sociales, Brésil, 2002-2015 (pourcentage du PIB)



Fonte: Tesouro Nacional (2016).



La crise financière mondiale de 2007-2008 a suscité des attentes grandissantes envers l'économie brésilienne et sa capacité à maintenir des indicateurs positifs. Ce climat délétère s'est encore dégradé lorsque la Présidente de l'époque, Dilma Rousseff, a annoncé des mesures anticycliques destinées à endiguer la crise mondiale et des scandales éblouissant des hauts fonctionnaires de son administration.

Une très grave crise politique s'en est suivie et a culminé avec la destitution de la Présidente. A ensuite commencé un ajustement récessif des comptes publics, qui a consisté en une hausse des taux d'intérêt et une baisse de la disponibilité des crédits et des dépenses sociales, entre autres facteurs affectant directement les indicateurs économiques et sociaux (hausse de l'inflation et du chômage). Les prévisions indiquent en outre que la situation devrait encore se dégrader pendant les années à venir.

Compte tenu des difficultés auxquelles s'est heurtée la population brésilienne par le passé, il importe d'aborder la situation actuelle avec le souci de préserver les acquis de la décennie passée, notamment en matière de politiques sociales. Il est donc essentiel d'analyser les politiques sociales brésiennes en décrivant leur évolution et leur impact positif sur la pauvreté et les inégalités, autour d'une hypothèse centrale consistant à penser que les mécanismes d'ajustement actuellement en place dans l'économie brésilienne tendent à inverser la croissance, et même la poursuite de politiques sociales progressistes.

Références :

Trésor national. 2016. *Gasto Social do Governo Central, 2002 a 2015*. Brasília : Trésor national.

Silva, Patrícia A.O. 2017. *Social Policy in Brazil (2004–2014): an Overview*. Working Paper de l'IPC-IG No.155. Brasília : Centre International de Politiques pour la Croissance Inclusive.